

CAP Finistère

Numéro spécial Blois :
la Gauche d'Après



Penn Ar Bed

L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste

ISSN 1269-0791 - 0,75 euro

N° 1322

VENREDI 4 SEPTEMBRE 2020

Les enjeux de la rentrée

« Rien n'est jamais acquis ». En clôture du rendez-vous de la Gauche d'Après, Olivier Faure a rappelé aux socialistes et à leurs partenaires de gauche et écologistes que, même si un vent d'espoir s'est levé avec les victoires des listes de gauche aux Municipales, il n'est écrit nulle part que la gauche sociale et écologiste remporte les élections Départementales et Régionales de mars 2021 et la Présidentielle et les Législatives de 2022.



Personne n'est de trop pour mener cette bataille

pour reconnaître le labeur des premiers de tranchée... », a résumé Olivier Faure.

Car, pour l'emporter, la gauche doit, comme aux Municipales, se présenter unie devant les électrices et les électeurs. C'est la principale leçon qu'il faut tirer de la dernière séquence électorale. À Blois, toute la gauche était présente. Mais étaient aussi présents des responsables d'associations, de syndicats, d'ONG ou de Think tank. Car c'est bien avec les organisations politiques, mais aussi avec la société civile, que s'écrira l'histoire de la Gauche d'Après.

Durant deux jours, à Blois, à travers 60 ateliers, tables rondes, débats participatifs, les socialistes ont essentiellement cherché à dégager des points de convergences qui peuvent réunir tous les militants qui partagent les mêmes convictions sociales, écologiques, européennes et féministes.

À gauche, tout le monde pense que la réponse à la crise de la Covid passe par « la réhabilitation de L'État providence pour amortir la brutalité de la crise, l'impératif écologique pour éviter de nouvelles pandémies, les services publics pour prendre soin des autres, la protection de nos biens communs pour préserver l'essentiel de la cupidité, la réduction des inégalités

Mais pour faire triompher ces convictions, la gauche doit être unie. Car dans le même temps d'autres forces politiques tirent des conclusions diamétralement opposées. « Nous serions naïfs de penser que le "jour d'après" sera inéluctablement un jour social et écologique ».

« La droite néo-libérale n'a pas vu, dans la crise, d'invitation à changer de modèle. Elle continue à dénoncer le sortilège social-démocrate. Emmanuel Macron, qui a tenu tous les discours pendant le confinement, a une constante qui peut se résumer d'une phrase : on ne touche pas aux grandes fortunes, "quoi qu'il en coûte" à tous les autres... »

L'Extrême droite, elle, voit dans la crise sanitaire une nouvelle occasion de plaider la fermeture au reste du monde avec des frontières érigées en mesures barrières. Contre le virus et l'étranger suspect de préparer le "grand remplacement". À ses yeux, le clivage mondialistes/localistes arrive à pleine maturité.

La bataille est donc engagée entre des visions antagoniques de l'avenir. Nous devons la mener et personne ne sera de trop. »



Renaissance

Blois est par excellence la ville de la Renaissance. Celle du début du XVI^e siècle, bien sûr, mais maintenant, aussi celle de la gauche.

Les humanistes, à la fin du Moyen-Âge, ont appelé Renaissance un double mouvement. D'abord, un retour aux fondamentaux. En ce qui les concernait, une redécouverte de l'art et de la philosophie de l'Antiquité gréco-romaine. Et en même temps une entrée dans la modernité, précisément au moment où les innovations scientifiques et techniques viennent de permettre la découverte du nouveau monde et le développement des échanges à travers le monde.

La Renaissance de la gauche aussi doit adopter ce double mouvement. Un retour aux valeurs du mouvement ouvrier, et donc à l'aspiration à la justice sociale, et la construction d'un nouveau modèle de développement basé sur la sobriété.

C'est de la conjugaison de ces deux mouvements que la gauche pourra, demain, offrir de nouvelles perspectives.

PS29

Demain tous Girondins ?

La décentralisation ne doit pas être cantonnée à des débats techniques entre spécialistes qui peuvent s'écharper pendant des heures à coup de sigles et d'acronymes. Elle vise tout simplement à organiser et améliorer la vie quotidienne des citoyens, en permettant à leurs élu.es d'organiser au mieux la collecte des ordures ménagères, les cantines scolaires ou l'entretien des routes.



Avec Éric Kerrouche et Maxime Sauvage

Si elle est aujourd'hui malmenée, les socialistes ambitionnent de lui donner un nouveau souffle. Mais pour ce faire, il convient de préparer, bien en amont, le prochain acte de la décentralisation. C'était l'objet de l'atelier participatif « *Demain tous Girondins ?* » animé par Éric Kerrouche, sénateur des Landes, et Maxime Sauvage, secrétaire national à la République des territoires, et dont le grand témoin était Nathalie Sarrabezolles.

La décentralisation a, pendant longtemps, souffert, d'une image négative de la part d'une certaine presse : les élu.es locaux étaient, par définition, clientélistes et engageaient l'argent public dans des investissements disproportionnés. La crise sanitaire a cependant modifié ce discours car chacun a pu constater qu'elles ont joué un rôle d'amortisseur considérable pendant la crise sanitaire. Mairies, départements et régions ont su organiser les distributions de masques ou soutenir les associations.

Derrière le discours anti-élus locaux, se cache le plus souvent la droite libérale qui, fondamentalement, cherche à affaiblir les services publics.

Cette situation dure depuis des années mais s'est encore dégradée depuis l'élection d'Emmanuel Macron, puisque les collectivités locales sont confrontées à une triple défiance : celle de l'État, qui se considère comme le seul

garant de l'intérêt général lorsqu'elles ne peuvent défendre que des intérêts particuliers. Mais aussi la défiance du président de la République qui n'a jamais exercé de fonction élective et se méfie des élu.es. Et enfin, celle de la majorité parlementaire composée de député.es qui prennent rarement la peine d'écouter les élu.es locaux avant de voter des textes trop souvent inapplicables.

« Les EPCI font bien de la politique. »

« Nous ne sommes pas considérés comme des partenaires », a regretté Nathalie Sarrabezolles, prenant comme exemple le plus récent la préparation de la rentrée dans les collèges. « Il y a un vrai manque de confiance de la part des services de l'État. » Depuis des mois, les présidents des Conseils départementaux demandent à expérimenter le revenu de base, sans être entendus, comme l'ont expliqué les intervenants à l'atelier consacré à la lutte contre la pauvreté.

À Blois, le PS a lancé une réflexion sur les contours d'un nouvel acte de la décentralisation sous la forme d'un débat participatif destiné à vérifier si les aspirations des élu.es sont en adéquation avec celles des militants. Grâce à l'application *Imagina*, les adhérents qui ont participé à l'atelier ont pu voter directement sur leur smartphone en répondant aux questions qui avaient auparavant été soumises à 1 000 maires socialistes.

Le débat a porté sur la gouvernance, les finances locales, la déconcentration et la démocratie locale.

La décentralisation fait partie de l'ADN du PS, a rappelé Éric Kerrouche, sénateur des Landes. « Mise en œuvre par Pierre Mauroy, au début des années 80, on peut dire qu'il s'agit



Atelier Revenu de base



Nous voulons être considérés comme des partenaires

d'une révolution silencieuse qui a profondément changé la France. Les collectivités locales disposent d'une triple force : elles peuvent établir des diagnostics rapides sur leur territoire, faire travailler ensemble différents acteurs (économiques, institutionnels ou associatifs) et elles sont en capacité de mettre en œuvre des solutions innovantes.»

« L'État doit faire confiance aux collectivités. »

Incontestablement, la place des intercommunalités et le rôle dévolu aux communes devra être clarifié. Il faut s'inscrire en faux contre l'idée selon laquelle les EPCI ne feraient pas de politique. « À partir du moment où on choisit le tracé d'une route ou la localisation d'une zone d'activité, on fait de la politique », a rappelé Éric Kerrouche. Faut-il élire, directement au suffrage universel, les exécutifs des communautés de communes ? Chacun a pu constater que le troisième tour des Municipales, c'est-à-dire la mise en place des instances intercommunales, a pu donner lieu à des négociations entre les maires. Mais, en fonction des différentes configurations, on peut craindre que des villes centres accaparent tous les pouvoirs grâce à leur poids démographique. Le vote des adhérents penche plutôt en faveur d'un vote au suffrage universel, mais avec de sérieux garde-fous pour éviter l'hégémonie des communes les plus peuplées.

Comme la guerre, qui est « une chose trop sérieuse pour être laissée aux militaires », les débats sur la décentralisation sont trop importants et ne doivent pas être réservés aux élu.es. Avec ce premier débat participatif, le Parti Socialiste a montré que c'est possible.

Le rendez-vous de la Gauche d'Après

Tous les membres de la délégation du Finistère, qui ont participé à l'Université d'été du PS à Blois, étaient des novices puisque c'était la première fois que la Préfecture du Loir-et-Cher accueillait cet événement, qui se tenait auparavant à la Rochelle. Mais, unanimement, la vingtaine de militants finistériens s'accordent à reconnaître que cette première édition fut un succès.

Une université de rentrée remplit plusieurs fonctions. Elle est d'abord un lieu de formation. Cette année, plus de 60 ateliers, tables-rondes, débats participatifs, réunissant 200 intervenants, ont été organisés. « C'est important de pouvoir prendre le temps de faire le tour d'une question avec des experts », soulignent Ronan Le Berre du Relecq-Kerhuon en ressortant de l'atelier consacré aux relations entre la police et les citoyens ou Pascal Violleau de Brest, à l'issue de celui consacré à notre rapport au capitalisme, présenté sous forme de procès.

« C'est toujours intéressant de confronter les points de vues

avec des militants d'autres villes qui partagent les mêmes problématiques ou qui sont confrontés à d'autres difficultés », estime Émilie Kuchel de Brest, qui a participé à l'atelier consacré à l'école.

Alors que le mot d'ordre de ce week-end était « préparer l'union de la gauche et des écologistes », le PS national a joint les actes à la parole en invitant, dans la quasi-totalité des tables-rondes à des représentants d'autres formations politiques, de syndicats ou d'associations.

Évidemment, la dimension conviviale est essentielle dans ce type de rassemblement. Surtout lorsque le fil

conducteur du week-end est : comment créer les conditions du rassemblement de la gauche, il est préférable d'être soi-même uni et rassemblé. Or, tous les membres de la délégation du Finistère insistent sur la cohésion du groupe. « J'y ai trouvé de la bienveillance et de la convivialité », se félicite un sympathisant finistérien. Pour Tom Héliès, secrétaire de la section du Relecq-Kerhuon, « c'est l'une des dimensions les plus importantes de ce rassemblement qui peut quasiment s'apparenter à un week-end de cohésion ».

Enfin, le brunch du dimanche matin s'est transformé en agora qui permet un dialogue direct entre les adhérents et le Premier secrétaire ou les secrétaires nationaux.

Le rendez-vous de la Gauche d'Après qui vient de se tenir à Blois sera-t-il le premier d'une longue série ? Il est trop tôt pour répondre à cette question, mais les socialistes Blésois ont démontré ce week-end qu'ils savent accueillir leurs camarades et que les équipements de leur ville permettent d'organiser ce rassemblement.



La délégation finistérienne à Blois

Troisième Fête de la gauche à Plouigneau

(Sous réserve de l'autorisation préfectorale)

Au programme :

→ 11 h45 - 13 h 15 : Repas (sur inscriptions <http://ps29.org/Fete-de-la-gauche-2020-2933>)

→ 13 h30 : Ouverture au public

→ 13 h30 - 14 h30 : Discours d'accueil

→ 14 h45 - 15 h30 : Première série d'ateliers sur la décentralisation, l'assemblée de Bretagne et l'économie en transitions

→ 15 h45 - 16 h30 : Seconde série d'ateliers sur la santé et les solidarités, les transitions (écologiques, démocratiques...) et les mobilités

→ 16 h30 : Discours de clôture

- Buvette (paiement en espèces ou chèque),
- Stands associatifs,
- Pétanque.

Agenda

26 septembre



À partir de 11 h 45 :
Fête de la Gauche
à Plouigneau. Inscription
au repas et aux ateliers
sur <http://ps29.org/Fete-de-la-gauche-2020-2933>

27 septembre
Élections Sénatoriales
à Quimper.

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1322 - Vendredi 4 septembre 2020
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFP



La République jusqu'au bout

Dans son discours de clôture du rendez-vous de la Gauche d'Après, à Blois, Olivier Faure a invité les socialistes à construire ce que Jean Jaurès appelait « La République jusqu'au bout ».

« Voilà notre moteur depuis l'origine. Nous savons que la République n'a pas tenu toutes ses promesses et qu'aujourd'hui encore la République ne tient pas ses promesses envers tous ses enfants, tous ses quartiers et c'est justement à nous qu'il revient de rétablir la promesse de la fraternité républicaine, de refaire de cette République un commun, un creuset. Mais rien ne justifie le fait d'établir des listes de soignants Noirs pour les Noirs. La République fraternelle, c'est la possibilité d'être Noir et d'être soigné par un médecin blanc. C'est d'être Blanc et d'être soigné par un médecin noir. C'est d'assurer à chacun d'être soigné. Point !

« C'est justement à nous qu'il revient de rétablir la promesse de la fraternité républicaine. »

La France de métropole et de nos Outremer est une nation métissée. La France n'a pas de couleur de peau. La France n'a pas de religion. Elle n'a qu'un seul souverain, le peuple citoyen, le peuple civique, le peuple démocratique. C'est pour cela qu'il n'y a pas d'excuse à trouver à des parents qui humilient leur fille en la tondant parce qu'elle a eu l'audace d'aimer un jeune homme qui ne priait pas le même dieu. Parce que la République jusqu'au bout, c'est évidemment l'égalité entre les femmes et les hommes.

Et j'ai une pensée pour ces femmes que l'on a érigées en héroïnes pendant le confinement, dans ces professions invisibilisées parce que majoritairement féminines : caissières, auxiliaires de vie, aides-soignantes, infirmières, sages-femmes, assistantes maternelles.

La promesse du socialisme c'est celle d'une vie meilleure. Cet objectif n'a pas varié. Mais sa traduction doit évoluer.

Nous sommes en passe d'épuiser une planète à laquelle nous demandons plus qu'elle ne peut nous offrir. Nous sommes en train de programmer nous-mêmes l'obsolescence de nos ressources naturelles.

Notre vision du progrès elle-même doit évoluer. La liberté de l'homme, sa capacité à réaliser ses aspirations, ne peuvent plus

reposer sur un mouvement d'accumulation ininterrompue des richesses matérielles, tout simplement parce que ces richesses ont elles-mêmes une base matérielle, que cette base, ce sont les ressources de la planète, et que nous avons dépassé ses limites...



C'est un défi et une clarification que nous devons aux Français car le pacte social-démocrate a été construit sur une répartition de richesses dont la production était fondée sur l'exploitation sans fin de la planète et de ses ressources.

Au cours du siècle dernier, la gauche avait en commun le productivisme avec les capitalistes. Et le débat portait exclusivement sur la répartition du gâteau. C'est terminé ! C'est terminé parce que c'est le gâteau lui-même qui est menacé de disparition. Et parce que les premières victimes de l'anthropocène, ce seront les classes populaires et les générations futures.

C'est le sens de notre combat pour le climat, la volonté que nos enfants et leurs enfants après eux, ne connaissent pas les conséquences de notre irresponsabilité.

Mais je le dis aussi, notre écologie ne sera jamais la déification d'une nature idéalisée dont il faudrait accepter qu'elle devienne le fondement de notre ordre social. Au bout de cette logique, il y a le darwinisme social. La loi de la nature c'est la loi du plus fort. Et nous avons inventé les droits humains contre cette idée d'un ordre naturel immanent. Nous lui avons opposé un ordre humain toujours en construction.

Humaniser au XIX^e siècle, c'était sortir des régimes héréditaires et autoritaires. Et le débat qui a structuré cette époque, c'était celui de la démocratie. Au XX^e siècle le mouvement ouvrier a imposé la question sociale et Jaurès a opéré la synthèse entre la République et le social.

Au XXI^e siècle, il y a une nouvelle synthèse à produire. Entre République, social et écologie. Synthèse, pas substitution. La lutte pour le climat n'efface pas la lutte contre les inégalités. Et rien ne se fera sans approfondissement démocratique.

Et c'est cette synthèse qui doit nous conduire à construire ensemble un État providence social-écologique.